

Guide du marseille colonial

Attentat au consulat d'Algérie, été meurtrier, 50 ans après ni oubli ni pardon !



Il y a cinquante ans, le 14 décembre 1973, une bombe explose au sein du Consulat d'Algérie à Marseille, situé à l'époque au 28 rue Dieudé. Le bilan est de quatre morts et vingt et un blessés. L'attentat est aussitôt revendiqué par un mystérieux Club Charles Martel et il survient après les crimes racistes et les ratonnades qui se sont déroulés à Marseille tout au long de l'été et de l'automne de cette année-là. Les enquêtes de police menées à la hâte et sans conviction n'aboutiront jamais à rien, ni pour cet attentat ni pour les assassinats.

Plusieurs indices mettent en cause la complicité d'Eugène Ibagnès dirigeant de l'UDISFRA, une organisation de pieds noirs d'Algérie influencée par les nostalgiques de l'Algérie française.

Une enquête de la justice italienne suspectait l'implication de l'activiste d'extrême droite Yves Guérin-Sérac et de son organisation, Aginter Press. Mouloud Kaouane membre dirigeant des « Soldats de l'Opposition Algérienne » (son sigle évoquant son allégeance à l'histoire de l'OAS) était aussi mis en cause.

Malgré quelques arrestations, les auteurs de l'attentat ne seront jamais identifiés formellement et les poursuites seront abandonnées.

L'ambassadeur d'Algérie en France mettra en cause le maire de Marseille Gaston Defferre, l'accusant de complaisance lors cette vague de crimes racistes. Il reproche à la police française de ne pas avoir véritablement recherché les suspects et d'être sensible aux pressions de mouvements d'extrême droite.

Une plaque a été mise tardivement et en catimini à la rue Dieudé réclamant une réconciliation sans exiger la justice.

Cinquante ans après cet attentat, des violences policières à l'encontre des descendants de l'immigration postcoloniale sont encore commises en toute impunité. La mort de Nahel nous renvoie à cette période sombre de l'histoire de France avec ses crimes racistes et la montée de l'extrême droite.

Le soutien inconditionnel du gouvernement français à la politique coloniale d'Israël, malgré les crimes de guerre innombrables commis par les forces armées israéliennes visant indifféremment les civils, femmes, enfants, vieillards et invalides, nous rappelle à nouveau que certaines vies humaines ne valent rien dès lors que la domination coloniale et les idées suprémacistes se sentent contestées.

Pourtant, nous, militants antiracistes, antifascistes et anticolonialistes nous continuerons à dénoncer cette politique de « deux poids, deux mesures ». En ce jour du cinquantième anniversaire de l'attentat contre le Consulat d'Algérie, nous interpellons les élus et réclavons à nouveau que la lumière soit faite sur les circonstances de ces crimes et que soit honorée la mémoire de ces victimes et de toutes les personnes tuées lors de « l'été meurtrier » de 1973.

Rédigé par des collaborateurs du guide colonial et des membres du collectif Mémoires En Marche Marseille